

SNCF : Macron/Philippe jouent la montre pour gagner sur le tapis vert



Les forces existent, toujours et encore davantage pour

Mettre KO le « pacte de ferroviaire » de casse sociale et de privatisation par la concurrence!

On nous excusera la métaphore de la boxe suggérée par les « rounds » de grève. Elle nous semble bien illustrer la situation.

D'un côté, Marcon/Philippe ne font qu'esquiver, poussé dans les cordes par la lutte cheminote. Ils jouent la montre et espèrent gagner le match aux points, sur le tapis vert, sachant les arbitres et les juges vendus : leurs parlementaires, la plupart des élus, les médias.

De l'autre côté, les cheminots dominant le jeu sur le fond : la dénonciation de la stratégie de concurrence/privatisation. Mais, d'un épisode de grève au suivant, ils sont à la recherche de l'occasion décisive pour un KO.

Le public leur est plutôt favorable mais sans encore s'engager dans la convergence des luttes.

Le gouvernement joue la montre : de projets d'ordonnance en amendements, il espace ses annonces – des pétards mouillés – présentant comme des concessions, des données acquises dès le départ.

C'est en particulier le cas de la « reprise » de la dette de la SNCF. Il est clair depuis le début que le pouvoir va la faire payer aux contribuables, aux usagers et aux salariés et non aux futurs actionnaires des sociétés anonymes issues de la SNCF!

Leurs reculs dans leur calendrier antisocial sont à prendre comme autant de signes de faiblesse et d'appels au rassemblement des salariés. La privatisation totale d'Aéroport de Paris a été repoussée. Les annonces sur le nouveau plan de casse des retraites ont pris des mois de retard.

De son côté, le mouvement cheminot s'est intelligemment appuyé sur l'action des salariés et des syndicats d'Air France pour réaffirmer sa raison d'être et l'état réel du rapport de force.

La « Vot'Action » a donné un résultat éclatant. Elle a établi l'opposition ultra-majoritaire des cheminots au « pacte ferroviaire ». 95% ! Elle a replacé la lutte sur le fond : statut, transformation en SA, concurrence. Elle a ouvert la voie à un nouvel élar-

gissement du mouvement et de la grève.

Le contenu des « négociations », sous le contrôle du gouvernement, est totalement inacceptable, même pour les organisations syndicales les plus réformistes.

On ne négocie pas sur le maintien du statut des cheminots. Non, on négocie sur plusieurs niveaux de dégradation de l'accord d'entreprise SNCF, dans le cadre de la future convention collective, et sur la base des dégâts de la « réforme ferroviaire » de 2014/2016.

On va vers des abaissements des conditions de travail violentes touchant toutes les catégories : 1- les non statutaires sur les lignes privatisées, 2- les nouveaux embauchés hors statut à la SNCF, 3- les statutaires sur les lignes privatisées, 4- les statutaires sur les lignes restant SNCF. Avec la menace pour le régime de retraite dès 2019.

La lutte actuelle des agents d'EDF et du gaz, qui exigent le bilan de 15 ans de libéralisation, vient souligner la gravité de la menace de transformation des EPIC SNCF en SA. La porte ouverte vers la privatisation détruit, dès le départ, les emplois et le service public. Le maintien d'un semblant de cadre social commun n'y change rien.

Le point central du projet de gouvernement et de l'UE reste celui qu'ils veulent le plus effacer du débat : la concurrence, la fin du monopole public SNCF sur le transport de voyageurs.



<https://sncf-stop-concurrence.fr/>

Sans même évoquer les catastrophes à l'étranger, dans les pays où le service public était fort, l'opinion française n'a qu'à constater les dégâts dans l'énergie, les services postaux, le fret ferroviaire etc. La résistance à la concurrence ne peut s'imaginer qu'au plan national et non dans les régions. Les élus régionaux de droite et de « gauche » relaient, les uns et les autres, les pressions sur le service public et les conditions de travail induites par le cadre concurrentiel et l'austérité (que la SNCF soit maintenue ou non comme prestataire).

Pour gagner sur le fond, notamment après la « vot'action », le mouvement cheminot a raison de replacer au centre le rejet de la mise en concurrence comme point principal !

Oui, c'est bien dans le développement de la grève et dans la convergence des luttes que l'avantage politique des cheminots en action peut se transformer en victoire, par KO, sur le gouvernement. Les possibilités et les attentes sont énormes, malgré le matraquage médiatique.

Il était couru dès le début que les résultats du « pot-au-feu » du 5 mai et de la « marée » du 26 mai seraient maigres pour ceux qui sont dans la lutte. Les calculs politiques de leurs initiateurs, avides de places électorales, de recomposition politique, étaient trop évidents. La juxtaposition de mouvements très éloignés, même justifiés (ex : pour la Palestine, contre les violences policières, etc.), une action le week-end, sans grève, ne fondent pas de convergence de lutte.

Il était difficile de demander aux cheminots de s'aligner sur ceux qui se sont docilement tus ou qui siégeaient au gouvernement pendant la « réforme ferroviaire » de Hollande. Retenons de ces épisodes la recherche d'unité de lutte d'un certain nombre et la solidarité, notamment financière, sincère, des manifestants.

Car des convergences à développer avec les cheminots, il y en a beaucoup et de très importantes !

Pour l'instant, les agents de la RATP ne sont pas massivement entrés dans le mouvement bien qu'ils soient frappés par le même calendrier de mise en concurrence et de casse de leur statut. Péresse, suivant Huchon, vient ainsi de lancer l'appel d'offres au privé du nouveau tramway du Val-de-Marne.

Les revendications des fonctionnaires pour leur statut sont directement à lier avec la remise en cause du statut cheminot.

Le « parcoursup » infligé aux lycéens et étudiants correspond à ce projet de mise en concurrence de tous contre tous, des jeunes les uns contre les autres, sans rapport avec leurs aspirations et les besoins du pays.

La menace sur les retraites, contre tous, passe par la casse du régime cheminot.

L'avenir compromis d'Alstom ferroviaire, livré par Macron à Siemens, correspond étroitement à sinistre avenir prévu pour l'ensemble rail en France.

Nous pouvons et devons établir toutes ces convergences, une à une pour faire reculer le pouvoir.

Citons encore les attaques contre le droit à la mobilité que représente le nouveau contrôle technique ou la limitation à 80 km/h des vitesses (et le dangereux allongement des temps de parcours qu'elle implique) sur des routes dont l'Etat ne veut plus payer l'entretien, comme il n'a pas voulu payer l'entretien des voies du réseau SNCF où les trains roulent plus lentement qu'en 1900.

Communistes, toute notre énergie est dévouée à la construction de ces convergences de luttes autour, à ce moment, de la locomotive cheminote.

Dans les semaines qui viennent, des actions collectives majeures, rassembleuses, peuvent et doivent être envisagées.

Depuis deux mois, de plus en plus d'organisations du PCF diffusent et font signer, dans ce sens, la pétition pour « l'avenir du service public nationalisé SNCF », contre la remise en cause du statut, la transformation des établissements publics SNCF en sociétés anonymes, la casse du monopole SNCF des trains de voyageurs. Nous continuons à aller dans les quartiers, vers les usagers, dans les entreprises! C'est notre contribution au rassemblement pour le KO à infliger à Macron/Philippe !

<https://sncf-stop-concurrence.fr/>